

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 3692

[C — 2001/29512]

**26 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les procédures de reconnaissance et de subventionnement du Comité olympique et Interfédéral belge**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 juillet 2001 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité Olympique et Interfédéral Belge;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, donné le 29 août 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 14 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 13 septembre 2001;

Vu l'avis 30.819/4 du Conseil d'Etat donné le 20 décembre 2000 sur le projet de décret visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité Olympique et Interfédéral Belge;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2001,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

2° Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les sports dans ses attributions;

3° décret : le décret du 12 juillet 2001 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité Olympique et Interfédéral Belge;

4° Conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air instauré par le décret du 23 décembre 1988 instituant le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air de la Communauté française;

5° administration : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française;

6° COIB : le Comité Olympique et Interfédéral Belge.

CHAPITRE II. — *De l'introduction de la demande de reconnaissance*

Art. 2. Pour être reconnu le COIB introduit une demande à l'administration sur formulaires fournis par celle-ci.

Art. 3. La demande de reconnaissance ainsi que les annexes sont adressées à l'administration sous pli recommandé à la poste.

Art. 4. Le COIB joint à sa demande de reconnaissance :

1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;

2° une copie de tout règlement pris en application de ses statuts;

3° la liste des fédérations ou associations sportives qui lui sont affiliées;

4° la liste actualisée des membres de son organe de gestion en mentionnant pour chacun d'eux le nom, l'adresse, la fonction exercée et le rôle linguistique sur lequel ils ont été élus;

5° un rapport d'activités portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance plus, le cas échéant, un rapport d'activités relatif à l'exercice en cours;

6° la liste des membres de son personnel d'expression française rétribué ou non exerçant au moins à mi-temps en précisant la fonction de chacun d'eux ainsi que l'organigramme fonctionnel.

CHAPITRE III. — *De l'octroi, de la non-reconnaissance, de la suspension et du retrait de la reconnaissance*

Art. 5. Le Ministre est chargé de prendre les décisions d'octroi, de non-reconnaissance, de suspension ou de retrait de la reconnaissance. La décision est prise endéans les six mois à dater de l'envoi de la demande de reconnaissance.

Art. 6. Toute décision prise en vertu de l'article 5 est notifiée au COIB par courrier recommandé.

Art. 7. Dans les trente jours qui suivent la notification de la décision de non reconnaissance, de suspension ou de retrait, le COIB peut introduire un recours auprès du Gouvernement.

Sous peine de nullité, le recours est introduit par courrier recommandé et contient les éléments suivants :

1° la motivation du recours;

2° les arguments ou éventuels éléments nouveaux que le COIB entend faire valoir;

3° l'identité de la ou des personnes qui représentent le COIB et qui souhaitent, le cas échéant, être entendues par le Conseil supérieur.

Art. 8. Après instruction du dossier, l'administration informe le COIB, par courrier recommandé, des date et heure auxquelles le Conseil supérieur examinera, pour avis, le recours.

A cette fin, le Conseil supérieur se réunit au plus tôt quinze jours après la date d'expédition du courrier recommandé.

Art. 9. Le Gouvernement arrête sa décision après avis du Conseil supérieur dans un délai de nonante jours à dater de celui-ci. Le COIB est informé de cette décision par courrier recommandé.

CHAPITRE IV. — *De l'absence de décision en matière de reconnaissance du COIB*

Art. 10. Un recours peut être introduit auprès du Gouvernement par le COIB dans le cas où le Ministre n'a pas fait connaître sa décision endéans les six mois à dater de la date d'introduction de la demande de reconnaissance.

Art. 11. Sous peine de nullité le recours est introduit par courrier recommandé endéans les trente jours à dater de la fin du sixième mois qui suit la date d'introduction de la demande de reconnaissance.

Le Gouvernement arrête sa décision après avis du Conseil supérieur dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du recours.

CHAPITRE V. — *De l'introduction de la demande de subvention de fonctionnement*

Art. 12. Pour bénéficier de la subvention annuelle de fonctionnement prévue à l'article 9, 1° du décret, le COIB introduit une demande à l'administration sur formulaires fournis par celle-ci.

Art. 13. Les formulaires visés à l'article 12 sont introduits pour le 31 mars de l'année de l'exercice budgétaire à charge duquel les subventions accordées sur base du décret sont effectivement liquidées ci-après dénommée l'année budgétaire.

Ils sont complétés et accompagnés de tout document requis. Les renseignements y apportés concernent les dépenses effectuées pendant l'année civile précédant celle de l'année budgétaire ci-après dénommée année de référence.

Sauf cas de force majeure tout retard dans le transmis de la demande entraîne la perte du droit à la subvention de fonctionnement.

Art. 14. Le COIB joint à sa demande :

1° le procès-verbal de sa dernière assemblée générale, en ce compris le rapport des commissaires aux comptes, approuvant :

- a) le projet de budget de l'année en cours,
- b) le bilan et le compte d'exploitation, en dépenses et recettes, de l'année écoulée,
- c) le rapport moral présenté par les instances dirigeantes,
- d) le relevé des activités programmées ainsi que leurs objectifs prioritaires;

2° la liste des membres de son personnel d'expression française rétribué ou non ayant exercé au moins à mi-temps en précisant la fonction de chacun d'eux ainsi que l'organigramme fonctionnel;

3° la liste actualisée des membres de son organe de gestion en mentionnant pour chacun d'eux, le nom, l'adresse et la fonction exercée et le rôle linguistique sur lequel ils ont été élus;

4° la liste actualisée des fédérations ou associations sportives qui lui sont affiliées;

5° le texte de toute modification intervenue soit dans ses statuts, soit dans tout règlement pris en application de ceux-ci.

CHAPITRE VI. — *Du calcul de la subvention de fonctionnement*

Art. 15. Les dépenses à prendre en compte pour le calcul de l'intervention dans les dépenses de personnel d'expression française visées à l'article 9, 1°, b du décret sont celles exposées par le COIB pendant l'année de référence. Pour déterminer l'année d'imputation de la dépense, la date effective du paiement de celle-ci fait foi.

Art. 16. Les montants maxima des rémunérations à prendre en considération pour le calcul de la subvention sont déterminés comme suit :

1° pour les membres du personnel exerçant des tâches de direction échelle 120/1 (brut);

2° pour les membres du personnel exerçant des tâches de cadre :

a) durant les trois premières années de prestation au sein du COIB
échelle 100/1 (brut)

b) à partir de la quatrième année de prestation au sein du COIB
échelle 110/1 (brut)

3° pour les membres du personnel exerçant des tâches de gestion :

a) durant les trois premières années de prestation au sein du COIB
échelle 200/1 (brut)

b) durant la période allant de la quatrième à la neuvième année de prestation au sein du COIB
échelle 210/1 (brut)

c) à partir de la dixième année de prestation au sein du COIB
échelle 220/1 (brut).

4° les montants visés aux alinéas 1°, 2° et 3° sont majorés d'un pourcentage égal à celui des charges patronales incombant à la Communauté française en sa qualité d'employeur de personnel contractuel.

Art. 17. Les montants des rémunérations à prendre en considération sont fixés en tenant compte du mode d'indexation appliqué aux traitements des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 18. Les échelles de traitement visées à l'article 16 sont celles reprises en annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 19. 1° Lorsqu'un membre du personnel n'exerce pas une fonction comportant des prestations complètes ou n'a exercé que pendant une partie de l'année de référence les montants des rémunérations à prendre en considération sont réduits au prorata des prestations effectuées.

2° Toute rémunération liée à un préavis non presté ne peut être admise à la subvention.

Art. 20. Les montants maxima visés à l'article 16 sont adaptés comme suit en fonction de l'âge atteint par les membres du personnel au 1^{er} janvier de l'année de référence :

- 1° moins de 25 ans : montant minimum
- 2° de 25 à 34 ans : ancienneté de 5 ans (5^e échelon)
- 3° de 35 à 44 ans : ancienneté de 15 ans (15^e échelon)
- 4° de 45 à 50 ans : ancienneté de 20 ans (20^e échelon)
- 5° plus de 50 ans : ancienneté maximale (dernier échelon).

Art. 21. Les rémunérations des membres du personnel sont admissibles à la subvention pour autant qu'ils remplissent les conditions ci-après :

- 1° être belge ou citoyen de l'Union européenne;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être de bonne vie et mœurs;
- 4° ne pas avoir atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} janvier de l'année de référence;
- 5° être lié au COIB par un contrat d'emploi;
- 6° a) pour les tâches de direction et de cadre : être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur de type long ou jugé équivalent;
- b) pour les tâches de gestion : être porteur d'un diplôme d'enseignement secondaire supérieur ou jugé équivalent.

Art. 22. Le Ministre peut déroger aux conditions visées aux points 1° et 5° de l'article 21.

Art. 23. Le nombre maximum de membres du personnel pouvant être pris en considération est fixé comme suit; l'unité étant définie comme équivalente à un emploi temps plein :

- 1° personnel de direction : 3 unités
- 2° personnel de cadre : 2 unités
- 3° personnel de gestion : 2 unités

Art. 24. Le montant des interventions dans les dépenses de personnel est fixé comme suit :

1° tâches de direction :	a) 1 ^{er} et 2 ^e agents	90% de la rémunération
	b) 3 ^e agent	75 % de la rémunération
2° tâches de cadre :	a) 1 ^{er} agent	90% de la rémunération
	b) 2 ^e agent	75 % de la rémunération
3° tâches de gestion :	a) 1 ^{er} agent	90 % de la rémunération
	b) 2 ^e agent	75 % de la rémunération

Art. 25. Le COIB tient à disposition de l'administration les pièces justificatives de tous les renseignements et de toutes les dépenses visées aux articles 13, 14, 15 et 21.

Art. 26. Une avance sur la subvention de fonctionnement peut être versée au COIB à concurrence d'un montant maximum équivalant au montant de la partie forfaitaire de la subvention et de 50 pour cent de l'intervention consentie l'année précédente dans les dépenses de personnel.

CHAPITRE VII. — *De l'introduction de la demande de subvention complémentaire*

Art. 27. Pour bénéficier de la subvention complémentaire visée à l'article 9, 2° du décret, le COIB introduit une demande auprès de l'administration pour le 31 décembre de l'année de référence.

Cette demande est complétée et accompagnée de tout document approprié. Sauf cas de force majeure tout retard dans le transmis de la demande entraîne la perte du droit à la subvention complémentaire.

Art. 28. La demande de subvention complémentaire introduite par le COIB doit :

- 1° pour des actions visées à l'article 12, 1° du décret :
 - a) préciser la stratégie de gestion et les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour réaliser ses objectifs;
 - b) établir le projet de budget nécessaire à sa réalisation;
 - c) intégrer le rapport des activités de l'exercice précédent;
- 2° pour les actions visées à l'article 12, 2° :
 - a) définir sa stratégie d'intervention,
 - b) identifier les actions envisagées et leurs modalités de concrétisation notamment quant aux catégories, nombre et niveau des sportifs visés, dans le cadre de l'information, de la prévention et du contrôle.

CHAPITRE VIII. — *Du calcul de subvention complémentaire*

Art. 29. La subvention complémentaire ne peut servir, ni en tout, ni en partie, à couvrir des dépenses de quelque type que ce soit, déjà totalement ou partiellement subventionnées par la Communauté française, plafonnées ou reconnues comme non admissibles dans le cadre d'autres dispositions légales ou réglementaires.

En tout état de cause ne peuvent être admis à la subvention les frais récurrents exposés par le COIB pour assurer son fonctionnement dans l'optique de la réalisation de son objet social.

Art. 30. Pour le calcul de la partie de la subvention complémentaire visée à l'article 12 du décret, le Ministre arrête annuellement :

- 1° les actions admissibles;
 - 2° les types de dépenses admissibles;
 - 3° le plafond d'intervention appliqué aux dépenses admissibles;
 - 4° les pourcentages d'intervention appliqués à chaque action admissible avec un maximum de nonante pour cent.
- Le Ministre peut fixer un plafond au montant total de l'intervention.

Art. 31. Les dépenses exposées dans le cadre des contrôles anti-dopage sont subventionnées à concurrence d'un montant maximum de 371,84 Euros par contrôle. Ce montant couvre :

- 1° les frais d'analyse et de contre expertise par un laboratoire agréé;
- 2° les frais d'acquisition des flacons destinés aux prélèvements;
- 3° les frais d'acheminement des échantillons;
- 4° les frais de déplacement et de rémunérations du personnel chargé d'effectuer les prélèvements.

Le Ministre peut fixer un plafond au montant total de l'intervention.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 33. Le Ministre ayant les sports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 26 septembre 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 3692

[C — 2001/29512]

26 SEPTEMBER 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedures voor de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 juli 2001 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap, gegeven op 29 augustus 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juni 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 september 2001;

Gelet op het advies 30.819/4 van de Raad van State, gegeven op 20 december 2000, over het ontwerp van decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

- 1° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2° Minister : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de verschillende sporten behoren;
- 3° decreet : het decreet van 12 juli 2001 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité;
- 4° Hoge Raad : de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens, ingesteld bij het decreet van 23 december 1988 tot instelling van de "Conseil Supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en Plein Air de la Communauté française" (Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap);
- 5° administratie : de Algemene Directie Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 6° BOIC : het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité.

HOOFDSTUK II. — *Indiening van de aanvraag om erkenning*

Art. 2. Om erkend te worden, dient het BOIC een aanvraag bij de administratie in op door deze afgegeven formulieren.

Art. 3. De aanvraag om erkenning alsook de bijlagen worden gericht aan de administratie bij een ter post aangetekend schrijven.

Art. 4. Het BOIC dient zijn aanvraag om erkenning samen met de volgende documenten in :

1° een afschrift van zijn statuten en het bewijs dat zij in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn;

2° een afschrift van elk reglement genomen bij toepassing van zijn statuten;

3° de lijst van de erbij aangesloten sportfederaties of -verenigingen;

4° de bijgehouden lijst van de leden van zijn beheersorgaan, met vermelding, voor ieder van hen, van de naam, het adres, het uitgeoefende ambt en de taalrol waarin ze werden benoemd;

5° een activiteitenverslag betreffende het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de indiening van de aanvraag om erkenning, plus, in voorkomend geval, een activiteitenverslag betreffende het lopende dienstjaar;

6° de lijst van de Franstalige leden van zijn personeel, al dan niet bezoldigd, die ten minste een halve dagtaak uitoefenen, met vermelding van het ambt van ieder van hen, alsook het functionele organogram.

HOOFDSTUK III. — *De toekenning, de afwijzing, de schorsing en de intrekking van de erkenning*

Art. 5. De Minister treft de beslissingen betreffende de toekenning, de afwijzing, de schorsing en de intrekking van de erkenning. De beslissing wordt getroffen binnen de zes maanden met ingang van de datum van de verzending van de aanvraag om erkenning.

Art. 6. Van elke beslissing getroffen krachtens artikel 5 wordt aan het BOIC bij aangetekend schrijven kennis gegeven.

Art. 7. Binnen dertig dagen die volgen op de kennisgeving van de beslissing tot afwijzing, schorsing of intrekking, kan het BOIC een beroep bij de Regering indienen.

Op straffe van nietigheid, moet het beroep bij aangetekend schrijven worden ingesteld en de volgende gegevens omvatten :

1° de redenen voor het beroep;

2° de argumenten of eventuele nieuwe elementen die het BOIC wenst te doen gelden;

3° de identiteit van de personen die het BOIC vertegenwoordigen en die, in voorkomend geval, door de Hoge Raad wenselijk gehoord te worden.

Art. 8. Na onderzoek van het dossier, geeft de administratie, bij aangetekend schrijven, aan het BOIC kennis van de datum waarop en het uur waarom de Hoge Raad het beroep zal onderzoeken met het oog op advisering.

Daartoe vergadert de Hoge Raad ten vroegste veertien dagen na de datum van verzending van het aangetekend schrijven.

Art. 9. De Regering treft haar beslissing na advies van de Hoge Raad binnen een termijn van negentig dagen nadat dit advies werd ingewonnen. Het BOIC wordt bij aangetekend schrijven op de hoogte gebracht van die beslissing.

HOOFDSTUK IV. — *Gebrek aan beslissing inzake erkenning van het BOIC*

Art. 10. Het BOIC kan een beroep indienen bij de Regering wanneer de Minister zijn beslissing niet binnen de zes maanden na de datum van indiening van de aanvraag om erkenning te kennen heeft gegeven.

Art. 11. Op straffe van nietigheid moet het beroep bij aangetekend schrijven worden ingediend binnen de dertig dagen na het einde van de zesde maand die volgt op de datum van indiening van de aanvraag om erkenning.

De Regering treft haar beslissing, na het advies van de Hoge Raad te hebben ingewonnen, binnen een termijn van dertig dagen na de datum van verzending van het beroep.

HOOFDSTUK V. — *De indiening van de aanvraag om werkingssubsidie*

Art. 12. Om de jaarlijkse werkingssubsidie bedoeld in artikel 9, 1° van het decreet, te kunnen genieten, dient het BOIC een aanvraag bij de administratie in op door deze afgegeven formulieren.

Art. 13. De in artikel 12 bedoelde formulieren worden ingediend voor 31 maart van het jaar van het begrotingsjaar ten laste waarvan de op grond van het decreet toegekende subsidies werkelijk worden uitbetaald, hierna "het begrotingsjaar" genoemd.

Ze worden ingevuld en samen met alle vereiste documenten verzonden. De inlichtingen die daarin worden opgenomen, betreffen de uitgaven gedaan gedurende het burgerlijk jaar dat voorafgaat aan het begrotingsjaar, hierna "referentiejaar" genoemd.

Behalve bij overmacht heeft elke vertraging bij de overzending van de aanvraag het verlies van het recht op de werkingssubsidie tot gevolg.

Art. 14. Het BOIC dient samen met zijn aanvraag de volgende documenten in :

1° de notulen van zijn laatste algemene vergadering, met inbegrip van het verslag van de commissarissen der rekeningen, waarin de goedkeuring vermeld staat van :

a) het ontwerp van begroting van het lopende jaar,

b) de balans en de exploitatierekening, als uitgaven en ontvangsten, van het afgelopen jaar,

c) het moreel rapport dat door de leidende instanties wordt voorgesteld,

d) de opgave van de geprogrammeerde activiteiten alsook hun prioritaire doelstellingen;

2° de lijst van de Franstalige leden van zijn personeel, al dan niet bezoldigd, die ten minste een halve dagtaak hebben uitgeoefend, met vermelding van het ambt van ieder van hen alsook het functionele organogram;

3° de bijgehouden lijst van de leden van zijn beheersorgaan met vermelding, voor ieder van hen, van de naam, het adres en het uitgeoefende ambt en de taalrol waarin ze werden verkozen;

4° de bijgehouden lijst van de sportfederaties of -verenigingen die erbij aangesloten zijn;

5° de tekst van elke wijziging die werd aangebracht ofwel in zijn statuten ofwel in elk reglement dat met toepassing ervan werd getroffen.

HOOFDSTUK VI. — *De berekening van de werkingssubsidie*

Art. 15. De uitgaven die in aanmerking te nemen zijn voor de berekening van de tegemoetkoming in de uitgaven voor het Franstalig personeel bedoeld in artikel 9, 1°, *b*, van het decreet zijn deze die door het BOIC gedurende het referentiejaar werden gedaan. Voor de bepaling van het jaar voor de aanrekening van de uitgave, heeft de datum van de werkelijke uitbetaling ervan bewijskracht.

Art. 16. De maximumbedragen voor de bezoldigingen die in aanmerking te nemen zijn voor de berekening van de subsidie, worden bepaald als volgt :

1° voor de personeelsleden die leidinggevende taken uitoefenen : schaal 120/1 (bruto);

2° voor de personeelsleden die taken van kaderleden uitoefenen :

a) gedurende de eerste drie jaar prestatie binnen het BOIC : schaal 100/1 (bruto),

b) vanaf het vierde jaar prestatie binnen het BOIC : schaal 110/1 (bruto);

3° voor de personeelsleden die beheerstaken uitoefenen :

a) gedurende de eerste drie jaar prestatie binnen het BOIC : schaal 200/1 (bruto),

b) gedurende de periode die begrepen is tussen het vierde en het negende jaar prestatie binnen het BOIC : schaal 210/1 (bruto),

c) vanaf het tiende jaar prestatie binnen het BOIC : schaal 220/1 (bruto);

4° de bedragen bedoeld in de leden 1°, 2° en 3° worden vermeerderd met een percentage dat gelijk is aan dat van de werkgeverslasten die ten laste vallen van de Franse Gemeenschap in haar hoedanigheid van werkgeefster van contractueel personeel.

Art. 17. De bedragen van de bezoldigingen die in aanmerking te nemen zijn, worden vastgesteld met inachtneming van de wijze van indexering toegepast op de wedden van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 18. De weddeschalen bedoeld in artikel 16 zijn deze die opgenomen zijn als bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 19. 1° Wanneer een personeelslid geen ambt met volledige dagtaak uitoefent of dat ambt slechts gedurende een deel van het referentiejaar heeft uitgeoefend, worden de bedragen van de bezoldigingen die in aanmerking komen, verminderd in verhouding tot de geleverde prestaties.

2° Geen bezoldiging in verband met een niet gepresteerde vooropzeg mag in aanmerking komen voor de subsidie.

Art. 20. De maximumbedragen bedoeld in artikel 16 worden aangepast als volgt op grond van de leeftijd die de personeelsleden op 1 januari van het referentiejaar bereiken :

1° minder dan 25 jaar : minimumbedrag

2° van 25 tot 34 jaar : anciënniteit van 5 jaar (5de trap)

3° van 35 tot 44 jaar : anciënniteit van 15 jaar (15de trap)

4° van 45 tot 50 jaar : anciënniteit van 20 jaar (20ste trap)

5° meer dan 50 jaar : maximale anciënniteit (laatste trap)

Art. 21. De bezoldigingen van de personeelsleden komen in aanmerking voor de subsidie, voor zover zij voldoen aan de hierna vermelde voorwaarden :

1° Belg zijn of burger van de Europese Unie;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° een goed zedelijk gedrag hebben;

4° de leeftijd van 65 jaar niet hebben bereikt op 1 januari van het referentiejaar;

5° aan het BOIC door een arbeidsovereenkomst gebonden zijn;

6° *a*) voor de leidinggevende taken en de taken van kaderlid : houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type of als ermee gelijkgesteld geacht;

b) voor de beheerstaken : houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of als ermee gelijkgesteld geacht.

Art. 22. De Minister kan afwijken van de voorwaarden bedoeld in de punten 1° en 5° van artikel 21.

Art. 23. Het maximumaantal personeelsleden dat in aanmerking kan worden genomen, wordt vastgesteld als volgt, waarbij de eenheid bepaald wordt als dezelfde waarde hebbend als een voltijdse betrekking :

1° leidinggevend personeel : 3 eenheden

2° kaderpersoneel : 2 eenheden

3° beheerspersoneel : 2 eenheden

Art. 24. Het bedrag van de tegemoetkomingen in de personeelsuitgaven wordt vastgesteld als volgt :

1° leidinggevende taken :	a) 1ste en 2de personeelsleden	90 % van de bezoldiging
	b) 3de personeelslid	75 % van de bezoldiging
2° taken van het kaderpersoneel :	a) 1ste personeelslid	90 % van de bezoldiging
	b) 2de personeelslid	75 % van de bezoldiging
3° beheerstaken :	a) 1ste personeelslid	90 % van de bezoldiging
	b) 2de personeelslid	75 % van de bezoldiging

Art. 25. Het BOIC stelt de bewijsstukken van alle inlichtingen en alle uitgaven bedoeld in de artikelen 13, 14, 15 en 21 ter beschikking van de administratie.

Art. 26. Er kan een voorschot op de werkingssubsidie aan het BOIC worden gestort ten belope van een maximumbedrag dat gelijk is aan het bedrag van het forfaitair deel van de subsidie en 50 percent van de tegemoetkoming die in de loop van het vorige jaar werd toegestaan voor de personeelsuitgaven.

HOOFDSTUK VII. — *De Indiening van de aanvraag om aanvullende subsidie*

Art. 27. Om de aanvullende subsidie bedoeld in artikel 9, 2° van het decreet te kunnen genieten, dient het BOIC een aanvraag in bij de administratie voor 31 december van het referentiejaar.

Die aanvraag wordt ingevuld en samen met elk geschikt document ingediend.

Behalve bij overmacht, heeft elke vertraging bij de indiening van de aanvraag het verlies van het recht op de aanvullende subsidie tot gevolg.

Art. 28. In de aanvraag om aanvullende subsidie die door het BOIC wordt ingediend :

1° voor de acties bedoeld in artikel 12, 1° van het decreet :

a) moeten de beheersstrategie en de middelen worden vastgesteld dat het wil toepassen om zijn doelstellingen te bereiken,

b) moet het ontwerp van begroting worden opgemaakt die noodzakelijk is voor de verwezenlijking ervan,

c) moet het rapport over de activiteiten van het vorige dienstjaar worden opgenomen;

2° voor de acties bedoeld in artikel 12, 2° :

a) moet zijn tegemoetkomingsstrategie worden bepaald,

b) moeten de ontworpen acties en de nadere regels voor hun concretisering nader worden bepaald, inzonderheid betreffende de categorieën, het aantal en het niveau van de bedoelde sporters, in het kader van voorlichting, preventie en controle.

HOOFDSTUK VIII. — *De berekening van de aanvullende subsidie*

Art. 29. De aanvullende subsidie kan noch geheel noch gedeeltelijk dienen tot het dekken van de uitgaven van welke aard dan ook die reeds geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd, die beperkt of erkend worden als niet in aanmerking komend in het kader van andere wets- of verordeningbepalingen.

De vaste kosten die door het BOIC worden gemaakt om zijn werking mogelijk te maken met het oog op de verwezenlijking van zijn maatschappelijk doel kunnen in geen geval in aanmerking komen voor de subsidie.

Art. 30. Voor de berekening van het deel van de aanvullende subsidie bedoeld in artikel 12 van het decreet, bepaalt de Minister jaarlijks :

1° de in aanmerking komende acties;

2° de in aanmerking komende typen uitgaven;

3° de maximumtegemoetkoming voor de in aanmerking komende uitgaven;

4° de tegemoetkomingspercentages die worden toegepast op elke in aanmerking komende actie, met een maximum van negentig percent.

De Minister kan een maximum bepalen voor het totale bedrag van de tegemoetkoming.

Art. 31. De uitgaven die worden gedaan in het kader van de dopingcontroles, worden gesubsidieerd ten belope van een maximumbedrag van 371,84 Euro per controle. Dat bedrag dekt :

1° de kosten voor het onderzoek en het tegenonderzoek door een erkend laboratorium;

2° de kosten voor het aanschaffen van de flessen bestemd voor de monsterneming;

3° de kosten voor het vervoer van de monsters;

4° de kosten voor de reizen en de bezoldigingen van het personeel belast met de monsterneming.

De Minister kan een maximumbedrag vaststellen voor het totaal bedrag van de tegemoetkoming.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 33. De Minister tot wiens bevoegdheid de Sport behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 september 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE